

LE DEVOIR

Société & solidarité

COOPÉRATION INTERNATIONALE



Maria Minna

La ministre canadienne de la Coopération internationale entend faire de la réduction de la pauvreté la pierre angulaire de la coopération avec les pays en voie de développement.

Page 3



Daniel Bertolino

Avec sa caméra, un cinéaste s'acharne à tisser des liens entre le Nord et le Sud depuis déjà presque 40 ans.

Page 4



Louise Beaudoin

Pour la ministre des Relations internationales, le Secrétariat québécois à l'aide internationale est, cinq ans après son installation, toujours en place et là pour être maintenu.

Page 5

Une planète

Aujourd'hui, tout se compte par milliards. La Time Warner et AOL fusionnent: une opération se chiffant entre 156 et 365 milliards de dollars (US, évidemment). Le commerce électronique dans quelques années: plus de 100 milliards, pour les seuls États-Unis d'Amérique. Remplacer les systèmes téléphoniques existants pour qu'Internet puisse «se brancher» aux potentiels récepteurs de par le monde: 1800 milliards. Et ainsi de suite, au point que le ministre canadien des Finances prévoit que, d'ici cinq ans, les surplus budgétaires gouvernementaux atteindront les 95 milliards. L'économie mondiale affiche une bonne santé, la meilleure depuis 20 ans, les taux de chômage des pays industrialisés sont partout à la baisse et, à lire les pages financières des grands journaux du continent américain, la question de l'heure trouve sa réponse dans le bon choix d'un régime enregistré d'épargne-retraite, sachant que la norme minimale acceptable de rendement des placements se situe autour des 10-15%. Rien ne semble pouvoir arrêter la propagation d'une pensée néolibérale, d'autant plus que les gouvernements socialistes de par le monde, Chine incluse, acceptent de vivre selon les lois de la nouvelle économie.

Pourtant, il est sur la planète des gens qui ignorent totalement que le bulletin de santé de leur monde serait très positif. Eux aussi se comptent par milliards. Et «leurs chiffres» racontent une tout autre histoire et dressent des bilans au goût amer.

Alors, des six milliards d'individus qui avec nous cohabitent, il faut prendre en compte que la moitié d'entre eux vivent avec moins de 2 \$ par jour, incluant frais de subsistance, gîte et argent de poche. Ailleurs, alors qu'on voit Internet comme outil potentiel d'établissement d'universités virtuelles, permettant enfin de rendre accessible la formation supérieure sans avoir à financer des coûts élevés d'infrastructures, il faut se rappeler que 40% des enfants des pays en voie de développement abandonnent l'école sans savoir compter ou lire.

Un demi-cent par jour

Ces chiffres font alors peur car l'aide publique qui leur est destinée, qui inclut les subventions onusiennes et les crédits des divers gouvernements, ne dépasse pas annuellement les 50 milliards de dollars ou, macroéconomie oblige, moins d'un demi-cent par jour par citoyen. Démissionner, alors? Ou regarder vers d'autres modèles pour construire un nouveau monde?

«Les solutions toutes faites importées du Nord n'ont jamais porté fruits parce qu'elles repo-

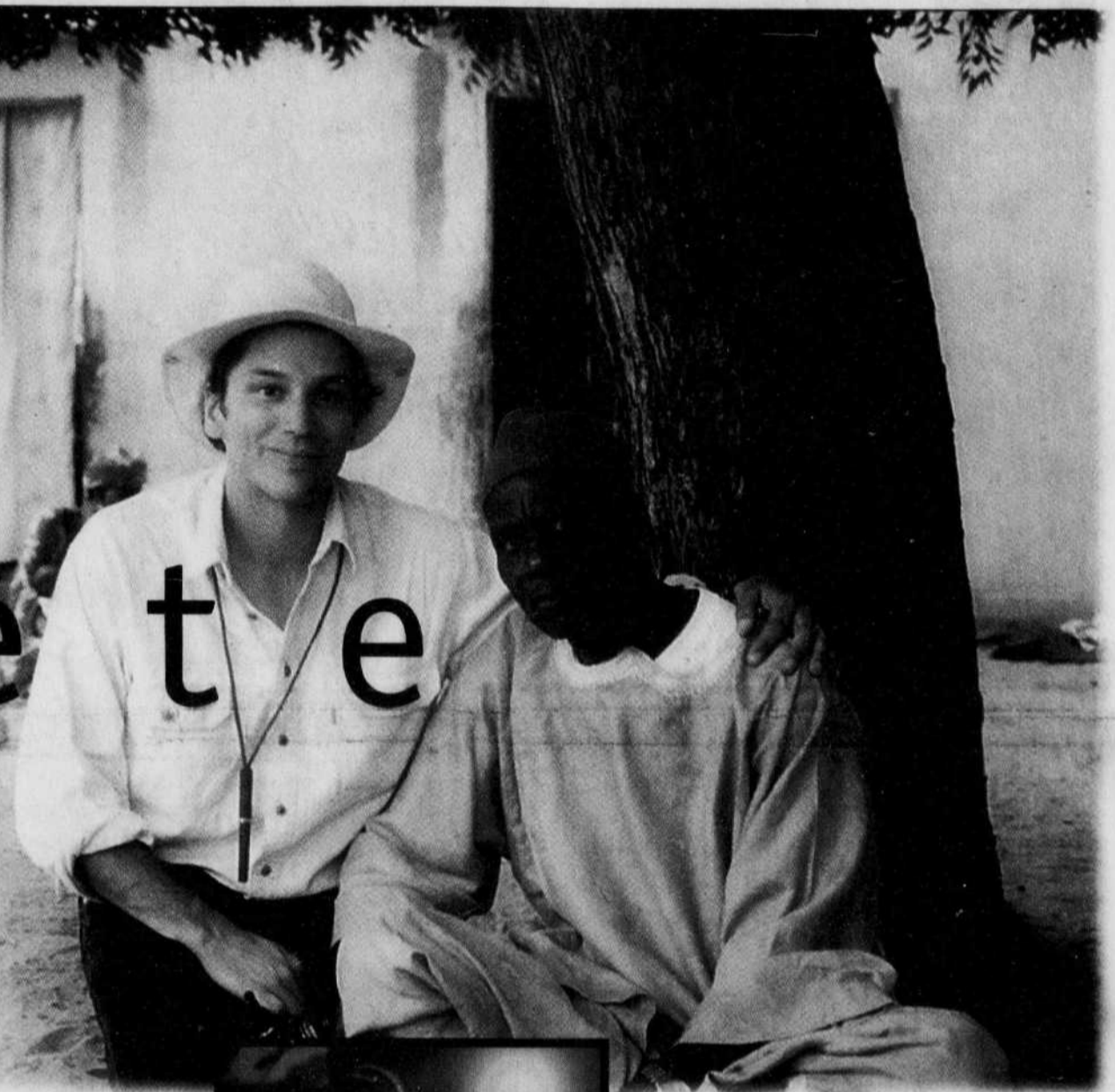
saient sur une conception du développement et sur tout un paquet de valeurs étrangères au Sud. On en trouve de douloureux exemples un peu partout... Ce sont les solutions locales qui fonctionnent, on le sait maintenant. Les «petites» solutions propres à un milieu donné. Celles qui passent par la mise en commun et les coopératives de tout type et qui excluent les «vérités» importées du Nord, comme la compétition à tout prix, l'accumulation des profits ou la domination des marchés. Des choses comme le micro-crédit, par exemple, un secteur où le Québec est extrêmement présent à travers des projets dans toute l'Afrique francophone.»

Daniel Bertolino parle en homme de terrain, lui qui depuis 40 ans parcourt le secteur sud de la planète où il rencontre, documente des gens, ou fait mettre en images les actions de personnes du Nord qui apportent leurs expertises à des populations locales. Alors, une institution comme la caisse populaire, qui a permis il y a près d'un siècle au Québec de s'équiper économiquement, est aussi ailleurs un outil utile: Développement International Desjardins a ainsi permis à 890 000 Vietnamiens de se regrouper dans 1288 «caisses» locales. Dans un autre secteur, en Afrique francophone, la Fédération des travailleurs du Québec soutient et administre toutes les activités de coopération syndicale quand le Centre de recherche pour le développement international rend accessible aux chercheurs locaux une aide tant financière que technique.

Ces aides, où souvent le bénévolat précède ou accompagne la coopération, demeurent toutefois dérisoires quand on sait que 20% de la population mondiale contrôle et consomme 80% des ressources que produit notre planète. Mais quand le Nord cessera d'évaluer l'univers à l'aune de ses seules réalisations, il constatera, comme le rappelait cette semaine l'ancien secrétaire de l'Agence de coopération culturelle et technique, Jean-Louis Roy (*Le Devoir*, 26 janvier), que «cent cinquante ans de présence européenne en Afrique, avec toutes sortes de méthodes parmi les plus coercitives qu'on puisse imaginer, n'ont pas fait en sorte que plus de 10% des Africains, 15% dans les meilleurs cas de figure, parlent les langues occidentales». Alors, la coopération internationale ne se comprend plus comme une activité luxueuse de pays favorisés mais comme découlant d'une nécessité si l'harmonie future d'une planète est en jeu.

Tous les efforts cessent d'être dérisoires quand les mieux nantis, qui sont en nombre l'exception, voient la planète non comme une source de profits mais comme un lieu de coexistence.

Normand Thériault



«Au Sud, les solutions locales fonctionnent, celles qui passent par la mise en commun et les coopératives de tout type et qui excluent les «vérités» importées du Nord, comme la compétition à tout prix, l'accumulation des profits ou la domination des marchés.»

— Daniel Bertolino



INITIATIVES

ONG
Page 3

Centre de
recherche pour le
développement
international
Page 4

Fédération des
travailleurs du Québec
Page 5

Développement
International
Desjardins
Page 7

VIA LE MONDE

Terre comprise
Page 7

Si j'avais les ailes d'un ange
Page 8

Sur le terrain
Page 8

Daniel Bertolino
Catherine Viau

proposent

UNE RÉTROSPECTIVE 1967 - 2000 DE VIA LE MONDE

du 4 au 10 FÉVRIER 2000
au CINÉMA PARALLÈLE
du COMPLEXE EX-CENTRIS

*si j'avais les ailes
d'un ange*

26 portraits de Canadiens et Canadiennes qui s'impliquent en coopération internationale afin d'assurer une vie meilleure aux citoyens de ces pays qui figurent parmi les plus pauvres de la planète. Réalisés et présentés par Grégoire Viau. Images de François Beauchemin Produits par Catherine Viau et Daniel Bertolino.

TERRE COMPRISE

La série TERRE COMPRISE montre des gens qui travaillent ensemble pour changer le monde en développant des projets originaux qui contribuent à assurer une plus grande harmonie avec l'environnement et entre nous. Réalisée par Catherine Viau, Daniel Bertolino avec la collaboration de Grégoire Viau. Scénarios de Jean Robitaille, Catherine Viau, Marcel Lafleur. Produite par Catherine Viau et Daniel Bertolino.

L
SÉANCE
DE 15h
LES
CLASSIQUES

	vendredi 4	samedi 5	dimanche 6	lundi 7	mardi 8	mercredi 9	jeudi 10
première partie	MALI À la rescousse des bébés	MALI Persiste et signe	BOLIVIE Les petites soeurs de Soeur Docteur	PÉROU Les cochons d'inde du désert	SENEGAL Femmes d'avenir	EQUATEUR Pléger les nuages	BURKINA FASO Les chercheurs d'eau
deuxième partie	LE DÉFI MONDIAL Les rendez-vous manqués	LES PRIMITIFS	LES LÉGENDES DU MONDE • Venezuela: La harpe magique • Portugal: Tante misère • Pologne: Fleur de fougère	RÊVES D'AFRIQUE Au tournant des libertés	POINTS CHAUDS Le Liban	LES FEMMES: L'apprentissage du pouvoir	LE DÉFI MONDIAL Le monde lié

J
SÉANCE
DE 21h
LES
NOUVEAUTÉS

première partie	SI J'AVAIS LES AILES D'UN ANGE 2 ÉPISODES INÉDITS	GUATEMALA Le café, la richesse de Barillas COMPLET	NÉPAL La banque des pauvres	HAÏTI À bas l'impunité	INDE Lutte contre la lèpre	BURKINA FASO Prudence et amour	GUINÉE CONAKRY Poissons et oignons: des recettes pour le succès	HAÏTI Faim d'école
deuxième partie	TERRE COMPRISE	<i>Pour vivre autrement</i>	<i>Pour changer le monde</i>	<i>Pour une culture de la paix</i>	<i>Pour une mondialisation de la solidarité</i>	<i>Pour mieux vivre ensemble</i>	<i>Pour la sauvegarde des ressources de la mer</i>	<i>Pour une éducation à un avenir viable</i>

Via le Monde remercie les partenaires qui ont permis à ses séries inédites de voir le jour :

Pour la série SI J'AVAIS LES AILES D'UN ANGE :

Le Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI),
l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Radio-Canada, TV5, le CRDI,
les gouvernements du Québec et du Canada (crédits d'impôts)

Pour la série TERRE COMPRISE :

TFO, le Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI),
l'Agence canadienne de développement international (ACDI),
la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ),
Environnement Canada, Radio-Canada,
les gouvernements du Québec et du Canada (crédits d'impôts),
le Fonds canadien de la télévision.

eXCentris

CINÉMA
PARALLÈLE

3536 Boulevard Saint-Laurent, Montréal
Billetterie: 514 847-2206

Les productions Via le Monde (Daniel Bertolino) Inc.
326, ouest, rue Saint-Paul, Montréal, H2Y 2A3
tél.: 514 285-1658, fax: 514 285-1970
courriel: catherine.viau@vialemonde.qc.ca

La SODEC salue cet hommage
à une entreprise pionnière de la production
documentaire au Québec.

SODEC

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES CULTURELLES
Québec ::::

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Entrevue avec Maria Minna

Réduire la pauvreté dans le monde

La ministre canadienne compte sur le secteur privé pour soutenir les initiatives gouvernementales

Promouvoir l'éducation de base, favoriser la santé, lutter contre le sida, voilà les grands dossiers inscrits à l'agenda de Maria Minna, ministre de la Coopération internationale. Par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la ministre entend faire de la réduction de la pauvreté la pierre angulaire de la coopération avec les pays en voie de développement. Elle fait savoir que plus de la moitié de la population du globe vit avec moins de 2 \$ par jour!

CLAIRE HARVEY

La réduction de la pauvreté représente un énorme défi. Selon une enquête annuelle menée par des organisations non gouvernementales (ONG) pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), plus de trois milliards d'êtres humains vivent actuellement avec moins de 2 \$ par jour, soit la majeure partie de la population dans le monde. En Afrique subsaharienne, 44 % de la population vit dans une extrême pauvreté, donne comme exemple les ONG.

Cette enquête, intitulée *Bilan de l'aide 2000*, indique aussi que 40 % des enfants des pays en voie de développement quittent l'école avant la quatrième année, c'est-à-dire sans savoir lire, écrire et compter. « Dans un grand nombre de pays les plus pauvres du monde, la portée et la qualité de l'enseignement de base se sont gravement détériorées au cours des 25 dernières années, tandis que les progrès réalisés pendant les années 60 et 70 ont été anéantis », note-t-on.

Un endettement croissant

Le portrait est encore plus sombre lorsqu'on tient compte de l'endettement croissant des pays en voie de développement. Ce fardeau empêche les gouvernements d'investir dans des mesures qui leur permettraient d'améliorer la situation. Selon le Progrès des nations 1999 du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le quart de l'aide bilatérale attribuée aux pays en voie de développement retourne directement aux pays donateurs à titre de remboursement des dettes. Ainsi, illustre l'organisme international, l'Afrique subsaharienne consacre un montant plus élevé au service d'une dette qui atteint 200 milliards de dollars qu'à la santé et à l'éducation de ces 306 millions d'enfants.

Une situation dramatique qu'aggrave la chute de l'aide publique au développement venue des pays développés. Cette aide n'a jamais été aussi faible depuis plus de 30 ans. Elle représente actuellement 0,23 % du produit national brut (PNB) des 21 pays donateurs membres de l'OCDE, comparativement à 0,33 % en 1992. C'est moins du tiers des 0,7 % fixés par l'ONU lors du Sommet mondial pour les enfants à New York en 1990.

Concrètement, au Canada, l'enveloppe budgétaire de l'aide publique au développement est passée de 2,9 milliards en 1992-93, à 2,35 milliards en 1999-2000, soit 0,27 % du PNB. Durant cette période, l'aide alimentaire a été coupée de moitié, se chiffrant aujourd'hui à 190 millions. Résultat: le Cana-



SOURCE MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le Canada occupe actuellement le 11^e rang parmi les 21 pays donateurs membres de l'OCDE, alors qu'il se situait au 7^e rang en 1996. Comme la crise des finances publiques est désormais chose du passé, le Canada va se reprendre, assure la ministre fédérale de la Coopération internationale, Maria Minna.

da occupe actuellement le 11^e rang parmi les 21 pays donateurs membres de l'OCDE, alors qu'il se situait au 7^e rang en 1996.

Comme la crise des finances publiques est désormais chose du passé, le Canada va se reprendre, assure Maria Minna. « Le premier ministre, Jean Chrétien, s'est déjà engagé à augmenter l'enveloppe budgétaire de l'aide publique au développement dans le discours du Trône, le 12 octobre dernier. » La ministre attend toutefois le dépôt du prochain budget en février pour savoir de quoi il retourne.

Les stratégies du Canada

Quoi qu'il en soit, Mme Minna entend prêter davantage assistance aux ministères gouvernementaux responsables de l'éducation en collaboration avec les autres pays membres de l'OCDE. « Il faut élaborer des politiques en vue d'offrir un enseignement de base primaire universel dans tous les pays. Il est indispensable de généraliser l'accès à un enseignement de bonne qualité qui permettra aux individus de participer pleinement à la vie de leur collectivité, y compris sur le plan économique. »

Dix ans après la conférence sur l'éducation pour tous de Jomtien, la ministre reconnaît qu'il reste beaucoup de chemin à faire. « Non seulement faudrait-il que les systèmes scolaires des pays en voie de développement fonctionnent, mais aussi qu'ils soient conçus pour les filles et les garçons. » Des études indiquent que chaque année de scolarisation chez les filles se traduit par un déclin du taux de fertilité, une amélioration de l'état nutritionnel, une hausse de leur revenu potentiel et un accroissement des chances de survie de leurs enfants.

Bien sûr, la ministre sait qu'il n'existe pas de panacée universelle pour réduire la pauvreté, mais elle croit que plusieurs facteurs ont un rôle important à jouer. « C'est pourquoi le Canada continuera d'unir ses efforts à ceux des partenaires pour réduire la mortalité infantile et la mortalité ma-

ternelle, en privilégiant entre autres l'accès aux soins de santé primaires. »

Afin de lutter efficacement contre la pandémie du sida, Mme Minna prévoit de mettre l'accent sur la prévention en appuyant les campagnes de sensibilisation. Elle compte aussi soutenir les recherches qui tentent d'empêcher la transmission du virus entre la mère et le fœtus. Par l'intermédiaire de l'ACDI, le gouvernement s'attache également aux causes profondes du sida par une approche globale qui inclura la satisfaction des besoins fondamentaux comme l'éducation de base, l'égalité des sexes, les droits de la personne et une saine gestion des affaires publiques.

Pour relever tous ces défis, encore faut-il que l'argent soit au rendez-vous. De l'avis de Mme Minna, on travaillera davantage avec le secteur privé. « À l'échelle planétaire, l'aide publique représente quelque 50 milliards de dollars américains, alors que les capitaux privés acheminés vers les pays en développement s'élèvent à près de 200 milliards. Le développement international est déjà en grande partie tributaire des capitaux privés. Nos partenaires du secteur privé sont bien plus riches que nous. »

Ne craint-elle pas que ces partenaires poursuivent des objectifs qui vont à l'encontre de l'aide internationale? « Nous établissons des balises très strictes qui contribuent à assurer le succès et la pérennité des investissements. Le secteur privé peut jouer un rôle actif dans le développement des collectivités. Par exemple, l'ACDI, en collaboration avec Hydro-Québec International et Électricité de France, a aidé Haïti à consolider son réseau d'électricité. »

Cependant, afin de mener à bien sa politique à l'étranger, poursuit la ministre, le Canada doit avoir l'appui de la population. « Dans le cadre d'une nouvelle stratégie d'engagement publique, l'ACDI renseignera davantage les Canadiens sur son travail sur le terrain, ce qui les incitera à soutenir une œuvre qui nous tient à cœur », conclut-elle.

Organisations non gouvernementales

Développement et volontariat

MARIE CLAUDE MIRANDETTE

Les organisations non gouvernementales en développement, communément appelées ONG, sont des organismes volontaires privés sans but lucratif voués à l'amélioration du bien-être social et économique dans les pays en voie de développement.

Si, dans les années 60, la majeure partie des ONG étaient d'obédience confessionnelle, ce n'est plus nécessairement le cas aujourd'hui bien que l'implication des diverses communautés religieuses demeure largement présente. Il n'est que de penser à l'ONG Le Cardinal Léger et ses œuvres ou encore au Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine pour en faire le constat.

Bien qu'elles œuvrent en marge de l'administration des divers paliers de gouvernement, les ONG sont fortement encouragées par ceux-ci à coordonner leurs actions et programmes avec ceux des services publics. Dans certains cas, par exemple pour certaines actions précises dans des milieux ciblés, elles peuvent bénéficier du soutien de l'État. Parallèlement, elles agissent régulièrement à titre de conseiller en proposant aux gouvernements des politiques et programmes dans le but de favoriser une vision de développement basée sur la démocratie, la justice sociale et l'égalité.

Au Québec seulement, on dénombre une quarantaine d'ONG chapeautées par l'AQOCI, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale. De ce nombre, la Fondation Paul Gérin-Lajoie, reconnue pour son action communautaire dans le domaine de l'éducation des enfants et des jeunes adultes en Afrique, Jeunesse Canada Monde, OXFAM-Québec et Terre sans frontières figurent parmi les plus notoires. À l'échelle canadienne, c'est le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) qui agit au même titre auprès d'une centaine d'organismes répartis à travers le pays.

Un rôle de soutien

Elles sont nombreuses, les ONG actives sur la scène internationale, favorisant par le fait même les échanges entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement. Bien que

leurs actions soient abondantes et diversifiées, on peut résumer leur principal mandat ainsi: soutenir des organismes de base, dans plus d'une centaine de pays à travers le monde, afin de les aider à identifier et à développer leurs propres moyens d'épanouissement social et économique.

Pour ce faire, les ONG organisent des stages d'échange et de solidarité dans les pays du Sud où elles envoient, bon an mal an, plusieurs centaines de volontaires et de coopérants, jeunes ou adultes, pour des séjours pouvant aller de quelques semaines à deux années entières. Les domaines d'intervention les plus actifs de ces organismes sont la santé, l'éducation, l'agriculture et la biodiversité.

Au Québec, des milliers de bénévoles aident chacun de ces organismes à concrétiser leurs nombreux projets, lesquels permettent non seulement d'aider les communautés dans le besoin mais aussi de sensibiliser et d'éduquer la population des pays industrialisés aux réalités et aux problèmes de croissance à l'échelle planétaire. En favorisant et en encourageant la participation des populations locales dans la conception et la mise en œuvre de divers projets de développement économique et social, les actions menées par les ONG visent surtout à valoriser la recherche d'autonomie dans les communautés où elles interviennent. Ainsi, les ONG cherchent à mettre en place les mécanismes les plus propices à l'établissement et au développement local des expertises et compétences essentielles afin de mener à bien la quête d'autonomie.

Actives, pour les plus anciennes, depuis une quarantaine d'années dans nombre de pays de l'hémisphère sud, les ONG ont vu leurs besoins changer au fur et à mesure que les communautés avec lesquelles elles collaboraient arrivaient à développer, à l'échelle locale, les compétences nécessaires à la gestion de leur essor. Si bien que les besoins d'aujourd'hui diffèrent sensiblement de ceux d'il y a vingt, trente ou quarante ans. Parallèlement à ces modifications observées dans les besoins locaux, le profil des volontaires et des coopérants a, lui aussi, sensiblement muté au fil des ans. Si, dans les années 60 et 70, le volontariat international était surtout l'affaire de jeunes gens au

début de la vingtaine (les jeunes coopérants) en quête d'aventures et d'expériences nouvelles, il touche de plus en plus les professionnels dans la jeune quarantaine disposant d'une expérience éprouvée et diversifiée dans leur domaine d'expertise.

Volontariat et bénévolat

Malheureusement, force est de constater que les candidats au volontariat ne sont plus aussi nombreux qu'auparavant. Mais si les volontaires ne se pressent plus autant aux portes, les besoins n'en sont pas moins là. Comme le notait Roch Harvey, du CECI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale fondé en 1958 par le père Jean Bouchard), le volontariat, sur lequel repose l'essentiel des activités du CECI, demeure encore mal connu et trop souvent peu encouragé dans nos sociétés. Si le bénévolat a bénéficié d'une revalorisation certaine au cours des dernières années, ce n'est pas le cas du volontariat, surtout à l'échelle internationale. Pourtant, les besoins sont nombreux et la majorité des anciens volontaires gardent un souvenir positif de cette expérience qui a, à bien des égards, modifié de manière substantielle leur philosophie de vie.

Puisque l'année 2001 a été déclarée année internationale du volontariat par l'Organisation des Nations unies, les ONG dont les actions reposent sur le volontariat pourront bénéficier de cette occasion pour entamer la revalorisation, dans l'opinion publique, de cette forme d'implication, tant à l'échelle locale que nationale ou internationale. Et, par ricochet, espérer recruter des coopérants en plus grand nombre.

◆ ◆ ◆
Pour en savoir un peu plus sur les ONG, les organismes qui les chapeautent ou encore l'Année internationale du volontariat, voici en vrac quelques sites Internet utiles et instructifs:

www.teleservices.sn
www.ceci.ca
www.fondationpjl.ca
www.oxfam.qc.ca
w3.acdi-cida.gc.ca
fyxweb.net/cci
www.aqoci.qc.ca
www.humanweb.org
www.iyn2001.org

Radio Canada International

La voix du Canada dans le monde

contribue, par ses émissions quotidiennes sur ondes courtes, satellite, Internet et par son Cyberjournal, à faire connaître les initiatives canadiennes en coopération internationale et permet aux coopérants canadiens de rester en contact avec le Canada.

www.rcinet.ca

English

ПО-РУССКИ

Français

العربية

УКРАЇНСЬКОЮ МОВОЮ

Español

汉语普通话

Un NOUVEAU MONDE du SAVOIR

Les universités canadiennes et la mondialisation

sous la direction de Sheryl L. Bond et Jean-Pierre Lemasson

Dans les domaines des communications, des soins de santé et de l'économie, des événements, des découvertes et des décisions de l'étranger ont régulièrement une incidence sur les politiques et les pratiques nationales de nos jours. Que se passe-t-il dans le cas de notre système d'éducation, et en particulier de nos universités? Comment participent-ils à la mondialisation et quels effets en ressentent-ils?

Dans *Un nouveau monde du savoir*, on examine comment la mondialisation a obligé les universités du Canada à réévaluer et à repenser l'élément international de leur mission et de leur pratique. Tous ces établissements incluent maintenant une dimension internationale à leur énoncé de mission. S'agit-il d'un énoncé véritable de principes d'éducation? Ou simplement d'un message de marketing qui vise à positionner l'université de façon à lui permettre de contrer les compressions budgétaires par la vente de services d'éducation?

Dans *Un nouveau monde du savoir*, les auteurs analysent le rôle important que les universités du Canada ont joué en aidant à façonner la réponse du Canada aux problèmes du développement international. Cet ouvrage présente le contexte historique et le niveau d'analyse nécessaires pour éclairer comme il se doit les choix relatifs à l'avenir de l'enseignement supérieur au Canada et à l'étranger.

Sheryl L. Bond est professeure à la Faculté d'éducation de l'Université Queen's à Kingston (Ontario). Jean-Pierre Lemasson est directeur et fondateur du Bureau de la coopération internationale de l'Université du Québec à Montréal (Québec).

Commandes: Éditions Renouf Ltée, 5369 chemin Canotek, Unité 1, Ottawa, ON K1J 9J3
Tél.: 1-613-745-2665 • Télécopieur: 1-613-745-7660 • CE: order.dept@renoufbooks.com

Pour commander en ligne: http://www.idrc.ca/booktique/index_f.cfm

www.idrc.ca/booktique/index_f.cfm

CRDI 1999

ISBN 0-88936-894-5

30 \$

330 p.

broché

5 3/4 po x 8 3/4 po



RCI



RADIO CANADA INTERNATIONAL

Radio Canada International
1055, boul. René-Lévesque Est
Montréal, Québec, Canada H2L 4S5
Télécopieur: (514) 597-7076
Courriel: rci@montreal.radio-canada.ca

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

CRDI

Autonomies locales

La recherche scientifique pour assurer un développement durable

Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) est une société d'État fondée en 1970 par le Parlement du Canada dans le but d'aider les chercheurs des pays du Tiers-Monde à trouver des solutions viables à leurs divers problèmes de développement. Que ces problèmes soient d'ordre social, économique ou environnemental, une même philosophie est mise de l'avant: la solution aux problèmes réside d'abord et avant tout dans une recherche d'autonomie chez les communautés touchées.

MARIE CLAUDE MIRANDETTE

Le CRDI en Afrique

Lors du changement politique profond qui a marqué l'Ouganda au cours des dernières années, le CRDI a soutenu un groupe de recherche chargé de dresser un bilan de la situation économique du pays, lequel a servi de document de base au gouvernement en place pour l'établissement de politiques économiques adaptées à la situation particulière de ce pays. Des chercheurs canadiens ont été dépêchés sur place afin d'aider les chercheurs ougandais dans la réalisation de leur mandat.

En Tanzanie, le CRDI a collaboré avec le ministère de la Santé local afin de mettre en place un système de planification des services de santé basé sur les besoins spécifiques réels des diverses régions. Au moyen d'une vaste consultation (enquête de type porte-à-porte), on a dressé un portrait assez juste de la situation et des besoins réels en matière de santé, région par région. Cet exercice a non seulement servi à mieux évaluer les besoins de la population, mais encore à élaborer un système de financement des services de santé en fonction de la capacité des citoyens à payer. Le tout administré par un gouvernement municipal. De nombreux pays africains envisagent maintenant de s'inspirer du modèle tanzanien pour la gestion de leur système public de santé. L'expérience tanzanienne a non seulement été un succès, elle pourra aussi être mise à profit dans d'autres communautés et, qui sait, ce pays pourra peut-être être amené à parrainer un centre de consultation en la matière.

À la recherche de nouveaux partenaires

Plus récemment, le CRDI a entamé une série d'actions conjointes avec d'autres organismes afin de favoriser la mise en commun de fonds et de ressources. Ainsi, dans le but d'inciter les jeunes chercheurs universitaires canadiens à s'intéresser plus spécifiquement aux relations entre le Canada et les pays d'Asie et d'Amérique latine, le CRDI et le CRSH (Conseil de recherches en sciences humaines) ont lancé un programme de bourses dans le domaine de l'aide au développement international. Dans la même optique, le CRDI et le programme Écosystèmes et



Maureen O'Neil, présidente du CRDI.

santé humaine ont créé un nouvelle forme de système de financement pour stimuler la recherche coopérative dans le domaine de la santé dans les pays de l'hémisphère sud. Cette mise en commun des ressources s'inscrit dans une volonté affirmée du CRDI de favoriser l'accès au vaste réseau de chercheurs qu'il a établi au fil de ses trente années d'existence. Et l'on sait toute l'importance que prend, dans quelque domaine de recherche de pointe que ce soit, le réseautage (à ce sujet, le CRDI vient de publier un ouvrage de Jean-Paul Lemasson, professeur et chercheur à l'Université du Québec à Montréal, intitulé *Un nouveau monde de connaissances*, qui analyse l'importance de ce phénomène à l'heure du village global).

À l'aube de la mise en place de son nouveau plan quinquennal, le premier de la présidente actuelle depuis sa nomination en 1997, le CRDI espère pouvoir affirmer son soutien aux projets de recherche sur les systèmes de connaissance de même qu'à l'environnement dans lequel se poursuivent les recherches fondamentales. Car «sans l'assurance que les chercheurs jouissent de l'autonomie, de l'indépendance et de la liberté d'expression nécessaires pour mener à bien leurs travaux en toute objectivité, leurs recherches seraient bien vaines», d'indiquer Mme O'Neil.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site officiel du CRDI: www.idrc.ca. Les chercheurs qui souhaitent en savoir plus sur le programme conjoint CRDI-CRSH dans le domaine des relations entre le Canada et les pays d'Asie et d'Amérique latine trouveront de l'information à l'adresse suivante: www.sshrc.ca/francais/reseignements/guidesubventions/idrc.html

Entrevue avec Daniel Bertolino

Changer le monde tous les jours

Avec sa caméra, un cinéaste s'acharne à tisser des liens entre le Nord et le Sud depuis déjà presque 40 ans

Il est un peu l'Obélix de la coopération internationale: il est «tombé dedans» quand il était petit. À 17 ans, il orchestrait sans prévenir personne sa propre fuite en Égypte pour se joindre aux volontaires convoqués par Nasser afin de «sauver des eaux» les monuments d'Abou Simbel. L'année suivante, il traversait déjà le Cameroun et le Maroc avec une vieille caméra. Au tournant de la vingtaine, il bouclait son premier tour du monde. Et en 1967, «l'année de l'Expo», Bertolino était séduit par l'ouverture de la société québécoise et choisissait de s'établir ici pour se consacrer à plein temps à la seule chose qu'il sache faire: changer le monde. Portrait d'un honnête homme comme il s'en fait trop peu...

MICHEL BÉLAIR
LE DEVOIR

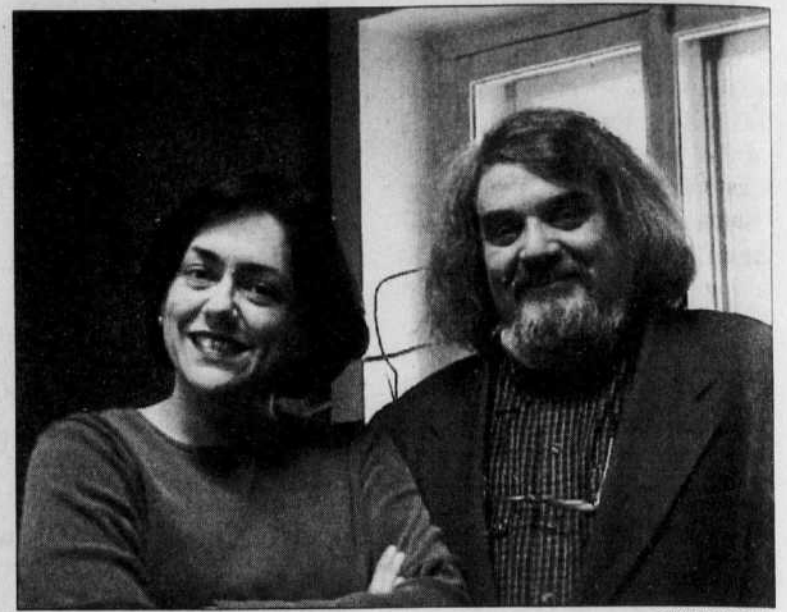
Le timbre de sa voix séduit tout de suite; on y devine la franchise, l'implication et la clarté de sa vision. Vous lui posez une question et il s'en vole. Son expérience est riche, c'est le moins que l'on puisse dire. On le connaît, bien sûr, par ses documentaires sur les pays du Tiers-Monde et par l'entremise de Via le Monde, la compagnie de production qu'il a fondée à Montréal en 1967 et qui compte déjà plus de 500 films à son catalogue — dont la célèbre série *Le Défi mondial*, animée par Peter Ustinov. Mais ce qu'on sait moins, c'est que la «vocation» de Daniel Bertolino s'est imposée alors qu'il était encore au lycée, en France, et qu'il y a plongé sans jamais plus regarder en arrière.

«J'avais 16 ans, raconte-t-il. Un conférencier de l'UNESCO était venu au lycée nous expliquer la réalité des pays du Sud et ça m'a bouleversé: je me suis senti responsable du gâchis laissé par les puissances coloniales en Afrique. J'ai compris que ces pays que l'on disait vouloir «développer», «moderniser», avaient plutôt été exploités et vidés de leurs richesses au profit des métropoles du Nord. Tout de suite après, j'ai lu le livre de José de Castro, *Géopolitique de la faim*. Ça m'a tellement ouvert les yeux que je lui ai écrit pour le remercier. Et Castro m'a répondu en me disant: «Allez-y! Faites quelque chose pour changer tout cela.» Je ne pouvais plus reculer.»

C'est à ce moment aussi qu'il prend conscience du racisme latent de la société française et qu'il décide de répondre à l'appel de Nasser pour sauver les monuments de Nubie. Il lui écrit avant de fuir et de partir en stop. Lorsqu'il arrivera un mois plus tard à l'ambassade de France au Caire, il apprendra que sa lettre s'est rendue jusqu'au président égyptien, qu'il rencontrera à Alexandrie et qui le greffera à une équipe de jeunes volontaires. Pendant deux semaines, il remontera le Nil en prenant conscience des conditions de vie des paysans du Sud. C'est un choc. Qu'il traduira en images avec sa caméra. Et qu'il tentera d'expliquer une fois rentré en France en donnant des conférences dans les lycées. C'est à ce moment aussi qu'il prend conscience du sens et de la portée des images.

L'urgence

À partir de ce moment, tout va très vite. Marqué par son expérience égyptienne, le jeune Bertolino continue de s'impliquer et de se sentir responsable: il gagne à deux reprises le concours Initiatives jeunesse parrainé par le gouvernement français afin de sensibiliser les jeunes à la réalité de ce que l'on appelle alors les «pays



Daniel Bertolino et sa collaboratrice de toujours, Catherine Viau.

sous-développés». Il traverse le Cameroun puis le Maroc et en rapporte des films 8 mm. Qu'il promènera, en habitué déjà, sur le circuit des lycées.

Sur la même lancée et avec la même audace, il propose une série à la télévision française: faire le tour du monde avec 100 \$ en poche et une caméra. Proposition acceptée. Cela s'appellera *Caméra Stop*. Et cela prendra bientôt la forme, un peu sur le mode de *La Course autour du monde* et avec l'aide des ambassades et des consulats de France des pays traversés, d'une émission télé quotidienne où les jeunes Français découvrent la réalité des jeunes de leur âge un peu partout à travers le monde. L'expérience s'étalera sur presque deux ans. Jusque vers la fin des années 60, où Bertolino arrive à Montréal au beau milieu de l'Expo 67. Autre choc.

«J'ai été séduit par le Québec, avouet-il. Par l'ouverture sur le monde que j'ai sentie ici. Par la grande place qu'occupaient les jeunes à ce moment. Par l'absence de racisme aussi. Je donnais des conférences au Pavillon de la Jeunesse. Je présentais mes films que j'avais regroupés par thèmes. Et j'ai été tellement frappé par la curiosité et l'ouverture de tous ces gens qui venaient m'écouter que j'ai décidé de rester ici.»

Après l'Expo, Bertolino fonde sa compagnie de production Via le Monde. Toujours aussi convaincu de l'urgence de changer les rapports Nord-Sud, il propose une série de projets aux grands réseaux de télé. Une nouvelle mouture de *Camera Stop* verra le jour à la SRC. Puis, il repart et tourne *Les Amis de mes amis*, une série de portraits d'enfants mettant en relief la culture, les traditions et les valeurs de vie des jeunes du Tiers-Monde. La série roulera à la SRC, et l'UNESCO lui décernera un de ses prix pour un film tourné au Pakistan sur un jeune berger vivant dans la montagne avec ses chèvres. Viennent ensuite *Poste frontière*, qui pose la volonté d'indépendance et le nationalisme des pays du Sud, puis *Rêves d'Afrique*, une série de quatre heures diffusée en France et ici et réalisée à partir d'entrevues effectuées avec des Africains de toutes les couches sociales autour de grands thèmes, comme les femmes, la démocratie et les jeunes. Puis les six heures «prime time» du *Défi mondial* avec Ustinov. Et les projets se succèdent. Et les séries prennent forme. Et Bertolino est toujours là, toujours accro de ce qu'il appelle «le Sud» et qui est beaucoup plus qu'une notion géographique.

La richesse

«Le Sud — et l'Afrique en particulier — est riche de valeurs plus ou moins disparues chez nous, explique-t-il. Des choses devenues aussi rares qu'essentielles dans les pays du Nord: comme le sens du partage, la responsabilité familiale et le respect des anciens. L'humilité aussi devant la grandeur de la nature et de la vie en général. Avec les changements technologiques qui

bouleversent les pays du Nord et avec la menace que représente la mondialisation du commerce, ce sont des valeurs qui redeviennent importantes ici. Et les Africains ont beaucoup de choses à nous apprendre là-dessus.»

Il souligne aussi que le visage de la coopération internationale a complètement changé depuis quelques années. «Les solutions toutes faites importées du Nord n'ont jamais porté fruits parce qu'elles reposaient sur une conception du développement et sur tout un paquet de valeurs étrangères au Sud. On en trouve de douloureux exemples un peu partout... Ce sont les solutions locales qui fonctionnent, on le sait maintenant. Les «petites» solutions propres à un milieu donné. Celles qui passent par la mise en commun et les coopératives de tout type et qui excluent les «vérités» importées du Nord, comme la compétition à tout prix, l'accumulation des profits ou la domination des marchés. Des choses comme le micro-crédit, par exemple, un secteur où le Québec est extrêmement présent à travers des projets dans toute l'Afrique francophone.»

C'est peut-être pour cette raison que, dans son secteur bien précis, Daniel Bertolino en est venu à proposer depuis quelques années une sorte de coopération Sud-Sud sur le modèle du troc qui caractérise ces sociétés. C'est tout simple. Cela tient en fait de la coproduction. Lorsqu'il arrive sur le terrain pour tourner une série de 13 demi-heures, par exemple, il «échange» ladite série à la télévision nationale contre des services (transport, logistique, contacts, comédiens, etc.): en prime, il laisse aussi 13 autres demi-heures tournées dans un autre pays du Tiers-Monde. C'est ainsi que les Ivoiriens ont pu apprendre comment les gens de Madagascar ou de Colombie réagissent à des problèmes et à des réalités qui sont communes à tous les pays du Sud. Et, de retour ici, Bertolino n'a plus qu'à convaincre les programmeurs des grands réseaux de diffuser ses séries en «prime time». (Il sourit) Ce qui n'est pas tout à fait évident...

On le devine, la vie de cinéaste «engagé» devient de plus en plus difficile. «Via le Monde a dû élargir son champ de vision, reprend Daniel Bertolino. Pour pouvoir continuer à faire nos documentaires sur le Sud, nous avons fait pour les grands réseaux des séries sur la santé, l'histoire, les Jeux olympiques, etc. Sans concession. Et nous travaillons de plus en plus souvent avec des partenaires comme le CECI [Centre d'entraide et de coopération internationale], qui connaissent bien le terrain eux aussi. Ce qui nous permet d'être plus efficaces. Et de continuer à vaincre la peur d'agir. La peur de penser. La peur d'oser.»

En quittant, il laisse tomber une dernière phrase qui résume assez bien le personnage: «Nous avons tous, individuellement, la possibilité d'agir sur la trajectoire du monde.» Comme si le vrai «défi mondial» consistait à changer le monde. Tous les jours...

SOCIÉTÉ ET SOLIDARITÉ

COOPÉRATION INTERNATIONALE

CE CAHIER SPÉCIAL EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Rédaction

Responsable NORMAND THÉRIAULT

Révision MICHÈLE MALENFANT

Mise en pages PAUL BENNETT

Direction artistique CHRISTIAN TIFFET

Production

Responsable CHRISTIAN GOULET

Maquette MICHELINE TURGEON

Publicité

Responsable MARTINE DUBÉ

Conseillers GYSLAINE CÔTÉ, MARLÈNE CÔTÉ, CHRISTINE LEGAULT, CLAIRE PAQUET, SÉBASTIEN SAINT-HILAIRE

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS



AQOCI

Association québécoise des organismes de coopération internationale

43 organismes de coopération internationale voués à la solidarité entre les peuples d'ici et d'ailleurs.

Un réseau de 500 coopérants en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans les Antilles.

Des membres engagés ici :

- Journées québécoises de la solidarité internationale
- Stages de Québec sans frontières
- Sommet des peuples des Amériques
- Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

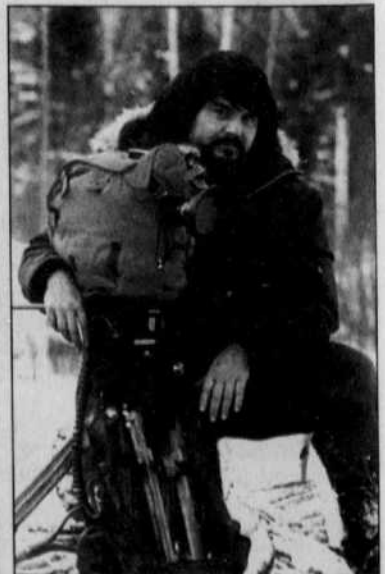
Téléphone: (514) 871-1086

Télécopie: (514) 871-9866

www.aqoci.qc.ca

La Fondation Paul Gérin-Lajoie contribue à l'éducation de base des enfants dans les pays les plus démunis, de même qu'à l'éveil aux réalités internationales chez les enfants des écoles primaires au Canada.

Fondation Paul Gérin-Lajoie
20^e d'actions en éducation



Daniel Bertolino en tournage, en 1982

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Entrevue avec Louise Beaudoin

Le Québec est là pour de bon Un secrétariat dont le mandat est d'exporter les compétences québécoises

En 1995, le Québec devenait la première et la seule province canadienne à avoir son propre Secrétariat à l'aide internationale. Cinq ans plus tard, malgré l'importante vague de compressions qui a secoué le gouvernement tout entier, le Secrétariat est toujours en place et plus que jamais là pour de bon, s'il faut en croire la ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin.

GUYLAINE BOUCHER

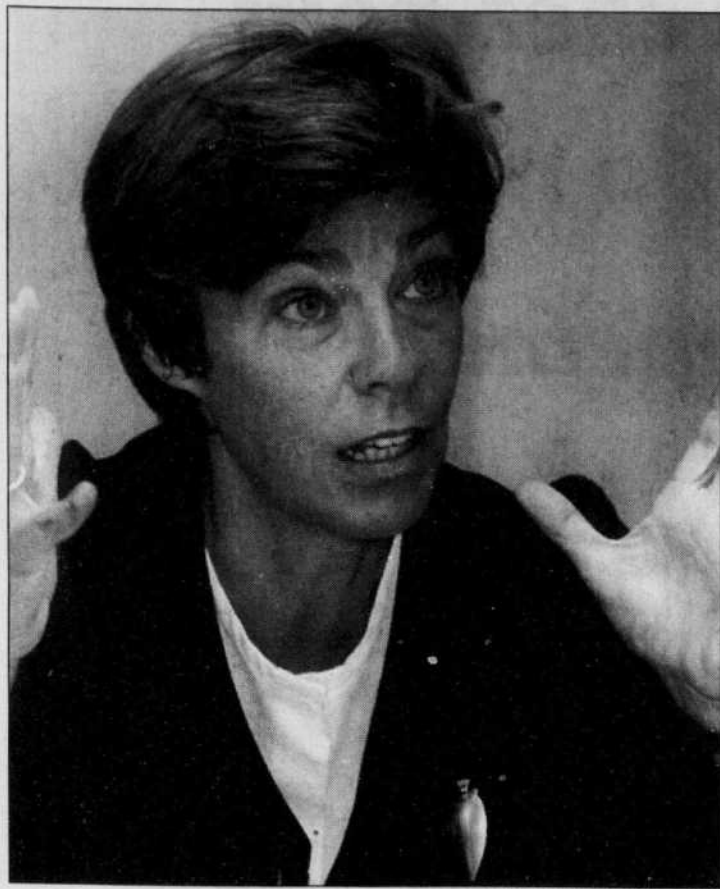
«**P**endant longtemps, explique Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales, nous n'avions pas de programme d'aide internationale spécifique. Nous avions en quelque sorte fait le choix que notre argent, pour ce faire, se trouvait à l'ACDI et que les taxes que nous payions à Ottawa servaient en partie à accomplir cette mission. En 1995, le gouvernement de Jacques Parizeau s'est dit qu'il y avait là une responsabilité que nous devions assumer comme Québécois, comme société responsable et favorisée. C'est à ce moment que le Secrétariat a vu le jour.»

Rattaché à son ministère, le Secrétariat à l'aide internationale a pour mandat de coordonner les actions gouvernementales en matière d'aide. À ce titre, il assure notamment la gestion du Fonds d'aide à l'action humanitaire internationale, du programme Québec sans frontières destiné aux jeunes désireux faire des stages de coopération internationale, de même que le Fonds délégué à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Des services qui, à la grande déception de la ministre, ne devraient pas être appelés à évoluer à plus ou moins court terme, faute de ressources. «J'aimerais bien pouvoir étendre le programme Québec sans frontières à un plus grand nombre de jeunes. Après tout, à peu près tous les jeunes qui terminent leur secondaire ou leur formation collégiale rêvent de partir. Aussi bien être utiles en partant. Mais malheureusement, nous n'avons pas les ressources pour le faire», explique-t-elle.

Un prolongement des compétences internes

Bon an mal an, c'est environ trois millions de dollars qui transitent par l'entremise du Secrétariat pour soutenir des organismes désireux effectuer une intervention particulière à l'étranger. En ce qui a trait aux personnes, c'est donc l'équivalent de 200 jeunes, âgés entre 18 et 30 ans, qui sont invités à vivre l'aventure de la coopération internationale pendant six mois, et près de 100 projets de développement voient le jour chaque année sous la gouverne d'organismes québécois subventionnés. Un investissement tout à fait justifié, même sur le plan constitutionnel affirme Louise Beaudoin. C'est que, explique-t-elle, «les interventions se limitent essentiellement aux secteurs directement touchés par les domaines de compétences provinciales, c'est-à-dire la santé, l'éducation et la francophonie. De ce point de vue, précise-t-elle, l'aide internationale est, ni plus ni moins, le prolongement externe de nos compétences internes.»

Pour ce qui est de savoir de quelle manière cette présence internationale s'inscrit dans l'objectif de souveraineté du Parti québécois, la ministre se fait réservée, affirmant d'entrée de jeu que ce n'est certainement pas la «vraie raison de l'intervention». En fait,



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales du Québec, les Québécois ont «une obligation d'ouverture sur le monde que l'on doit assumer comme nation responsable et favorisée».

explique-t-elle, «mis à part notre volonté de prolonger nos compétences internes à l'extérieur de nos frontières, la principale dimension de notre présence à l'étranger et de notre soutien à l'intervention internationale vient de cette valeur ajoutée dont nous parlons toujours lorsque nous parlons du Québec. Que ce soit en matière de diversité culturelle ou de présence à l'étranger en général, le Québec a quelque chose à dire, parce qu'il est un peuple, une nation. Et c'est justement parce que nous sommes une nation et un peuple, parmi les plus favorisés du monde que nous devons accepter cette responsabilité et agir, peu importe nos objectifs politiques.»

Une tradition d'intervention

En fait, Secrétariat à l'aide internationale ou non, les Québécois sont présents depuis longtemps à l'étranger, dans différents pays défavorisés, que ce soit en Afrique, dans les Antilles ou en Amérique latine.

Signe de cette propension à l'action humanitaire étrangère, depuis la création de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 1968, c'est des organismes d'aide internationale québécois qu'est venu le plus important nombre de demandes de subvention. Encore aujourd'hui, la province reste bonne première au chapitre des projets présentés à l'ACDI.

Une réalité que Louise Beaudoin attribue en partie à la curiosité, mais aussi à une longue tradition d'aide outre frontières des Québécois. «On peut expliquer l'intérêt des Québécois pour l'aide internationale de différentes façons. Mais il y a surtout, je pense, une certaine explication historique à ce phénomène. À l'étranger, les Québécois se sont fait connaître dans un premier temps par les curés et les bonnes sœurs

qui étaient à travers le monde et qui enseignaient aux enfants. Il m'arrive même très souvent de rencontrer des diplomates, africains ou d'ailleurs, qui me disent qu'ils sont allés à l'école avec des religieux québécois, que ce soit les Frères des écoles chrétiennes ou les sœurs de je ne sais quoi. À mon sens, c'est certainement cette vieille, vieille tradition missionnaire qui se perpétue autrement, par les différents programmes d'aide et de coopération internationale.»

Bon an mal an, quelque 200 jeunes, âgés entre 18 et 30 ans, sont invités à vivre l'aventure de la coopération internationale pendant six mois

Ailleurs ou ici

Décriée par les uns, encensée par les autres, le moins que l'on puisse dire est que l'attribution d'une enveloppe particulière à l'aide internationale ne fait pas l'unanimité parmi la population, notamment en période de restriction budgétaire. Une réalité que la ministre des Relations internationales reconnaît, tout en réaffirmant sa volonté de la maintenir. «Quand on regarde les budgets de l'État, ou bien on se dit qu'il va y avoir seulement un ou deux ministères, disons l'Éducation et la Santé, et que le reste n'existe pas ou, au contraire, on tient compte de tous les aspects de la société. Il est convenu depuis toujours qu'il doit y avoir un ministère de la Justice parce que l'on vit dans un État de droit. On est aussi tous d'accord avec le fait qu'il faut qu'il y ait un ministère de la Culture, parce que l'on vit aussi de la culture. C'est la même chose pour l'aide internationale. Nous nous devons d'en tenir compte. Au même titre que les huit millions de dollars que nous investissons comme bailleur de fonds autonome dans la Francophonie, il y a là une dimension humaine à prendre en considération. Une obligation d'ouverture sur le monde que l'on doit assumer comme nation responsable et favorisée. Après tout, comme Québécois, on ne peut pas se retrécir et se réduire à une seule dimension.»

Syndicalisme

Nouvelles stratégies pour une nouvelle réalité

L'action syndicale doit s'adapter à la démocratisation du Sud

Depuis près d'une trentaine d'années, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) participe au regroupement de la Francophonie syndicale. Cela s'explique: «Depuis la création du mouvement syndical au XIX^e siècle, une solidarité économique internationale s'est rapidement développée puisque les capitaux ont débordé les frontières.» André Leclerc est directeur de la solidarité internationale pour la FTQ. Portrait d'un syndicalisme outre-frontalier.

MADELEINE LEBLANC

À l'heure de la mondialisation des marchés, des échanges de biens et de services, de liquides et de fluides tous azimuts, que font les syndicats? Comme tous les joueurs, ils ajustent leur position. C'est que les travailleurs de tous les pays auraient plus que jamais avantage à s'unir. «La philosophie fondamentale du syndicalisme a toujours reconnu que, si les inégalités perdront et s'accroîtront entre les différents pays, les conditions des pays les plus industrialisés seraient aussi menacées. Depuis la création du mouvement syndical au XIX^e siècle, une solidarité économique internationale s'est rapidement développée puisque les capitaux ont débordé les frontières», explique André Leclerc, directeur de la solidarité internationale pour la FTQ, tout juste arrivé d'Haïti où son organisme travaille activement à l'émergence d'un syndicalisme structuré.

Mais ce nouveau mouvement syndical, qui se développe dans un environnement politique et économique très difficile, voire austère, doit relever des défis considérables comme le rappelle M. Leclerc. C'est qu'il n'y aurait pas en Haïti de cadre de relations de travail adéquat. Les législations (Code du travail, décrets, loi de la fonction publique) en vigueur datent du régime Duvalier, qui a pris fin en 1986. La syndicalisation des fonctionnaires n'est pas reconnue et les employés des sociétés d'État ne sont couverts par aucune législation du travail. L'implantation de mécanismes de recours ou de solutions de conflit reste à faire. Cela mènerait souvent à des rapports de force qui peuvent être dramatiques.

Par exemple, depuis près de deux ans, au moins 300 travailleurs de la compagnie d'électricité ont été révoqués (dont tous les responsables syndicaux). Toutes les démarches effectuées auprès des autorités n'ont pas permis jusqu'ici de trouver une ébauche de solution. «Aucun mécanisme ne permet de leur rendre justice; on tente d'exercer une pression internationale, on sollicite des rencontres avec le premier ministre et le chef de cabinet afin que soit revue cette situation. Sans relations de travail structurées, il n'y a pas de mécanisme pour permettre l'arbitrage de tels conflits. On se heurte souvent à un manque de volonté politique.» Les employés de la loterie nationale ont été privés de salaire pendant plus d'un an. Les infirmières, les enseignants, les employés de la compagnie de téléphone, les gens de la poste auraient tous eu du mal à négocier des conditions minimales, qui seraient ainsi souvent bafouées par les directions...

Une action continue

En fait, la FTQ n'en est pas à ses premiers pas en matière de coopération internationale. Depuis près d'une trentaine d'années, elle participe au regroupement de la Francophonie syndicale. Après avoir débuté par des échanges de délégations syndicales françaises et africaines, une participation directe à des programmes de co-

opération du Congrès du travail du Canada (CTC) et de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) s'est précisée.

En 1989, elle a intercedé auprès de ces deux organismes pour que se tienne une Conférence syndicale de la Francophonie à Dakar, au Sénégal. Depuis, tous les deux ans, une conférence se déroule systématiquement avant chacun des sommets des chefs d'État.

Le regroupement des organisations syndicales de la Francophonie, communément appelé la Francophonie syndicale, se veut la «voix des travailleurs et des travailleuses dans l'espace francophone». Les organisations qui la composent sont toutes membres de la CISL, et c'est cette dernière qui chapeaute et coordonne les activités de la Francophonie syndicale.

La FTQ tient à jouer un rôle important au sein de la Francophonie syndicale. Une entente sur les champs de compétence intervenue avec le CTC reconnaît d'ailleurs à la FTQ une grande autonomie et des responsabilités importantes en matière de relations et de coopération internationale. Aujourd'hui, c'est d'ailleurs la FTQ qui réalise et administre toutes les activités de coopération syndicale en Afrique francophone et en Haïti, en son nom et au nom du CTC.

L'approche de la FTQ

Loin de prétendre faire dans l'aide humanitaire, la gestion de crise d'urgence ou la charité syndicale, la FTQ propose son soutien technique afin de permettre à une organisation de s'autosuffire et de s'affranchir. Ces échanges bénéficient aussi aux représentants d'ici qui sont invités à y prendre part. «Ces expériences offrent une ouverture sur le monde aux personnes qui y ont pris part. Elles ne sont pas à sens unique. On constate que, sans avoir une tradition syndicale aussi grande que la nôtre, certaines approches peuvent nous inspirer. L'économie de moyens invite souvent les gens à développer des avenues créatrices.»



SOURCE FTQ

À Haïti, la FTQ travaille activement à l'émergence d'un syndicalisme structuré.

Respectant les structures en place, les principales caractéristiques des méthodes et du système d'éducation syndicale mis sur pied par la FTQ mettent l'accent sur les éléments suivants: les acquis de connaissances et d'expériences que possède déjà le groupe de participants; la systématisation et le complément de ces connaissances; la mise à contribution de ces connaissances pour développer l'action syndicale; le développement d'un réseau de formateurs et de formatrices bénévoles provenant de différents milieux de travail et de différentes régions; la fabrication d'instruments pédagogiques favorisant l'autoformation collective; et enfin le développement de programmes adaptés aux besoins spécifiques des groupes et ayant pour objectif commun de vitaliser l'action syndicale à tous les niveaux.

Conformément au désir de leurs partenaires africains, ces méthodes ont été adaptées en tenant compte du contexte et des spécificités législatives des pays concernés et selon les structures, statuts et règlements de chaque organisation.

Diverses sources de financement

En 1992, la FTQ a vraiment marqué son engagement en coopération au sein de la Francophonie syndicale en lançant en Afrique francophone un programme intitulé «Le syndicalisme en démocratie». Ce programme a conduit à une remise en question de l'action syndicale dans le nouveau contexte de démocratisation que connaissent la plupart des pays d'Afrique francophone au sud du Sahara.

Cela a permis de mettre en relief le fait que les organisations syndicales étaient jusque-là trop souvent inféodées (à des degrés divers) au parti unique de leur pays et faisaient peu de place à la vie syndicale de base dans les milieux de travail.

Ce programme a été mis sur pied grâce à l'aide canadienne versée à l'ACCT; diverses sources de financement ont par la suite permis de lui donner une ampleur considérable. Une partie du soutien financier que le Congrès du travail du Canada reçoit de l'ACDI a ainsi permis de financer des activités dans le cadre de ce même programme. Des syndicats affiliés à la FTQ et au CTC ainsi que des ONG canadiennes ont aussi soutenu le programme et ont permis de lui donner une plus grande envergure. À ce jour, le programme a permis la production de matériel pédagogique de formation de base, la formation de formateurs et leur mise à l'épreuve dans des mini-sessions.

Les pays dans lesquels le programme a été développé sont le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Togo, le Cameroun, le Gabon, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo et l'ex-Zaïre, le Bénin, la Guinée et le Rwanda. Dans ce dernier cas, comme dans celui du Mali, on dit que des sessions plus avancées ont été réalisées et que le processus de formation décentralisée inhérent au programme semble maintenant bien intégré aux pratiques syndicales. Il n'est pas certain pour autant que l'on puisse crier victoire. «Même les pays avancés comme le Canada n'ont pas tout à fait mis au point de stratégies syndicales pour faire face à toutes les nouvelles réalités. Le milieu syndical n'a pas encore les moyens d'affronter la puissance des grandes organisations financières qui, elles, bénéficient de toutes les technologies modernes.»

Tania Bélisle-Leclerc a parcouru plus de 12 000 km pour se rendre au Ghana...



Avec son aide, ses jeunes élèves feront plus de chemin encore!

À l'Agence canadienne de développement international, nous sommes fiers de nous associer à des personnes de la trempe de Tania. Elle a en effet choisi de participer à un projet de Villages d'Enfants SOS Canada et de consacrer les six prochains mois à l'enseignement des bases de l'informatique à de jeunes Ghanéens. Plus tard, lorsqu'elle repensera au passage à l'an 2000, elle sera heureuse d'y avoir assisté et, surtout, très fière d'y avoir joué un rôle. À sa façon, elle aura marqué le millénaire. Pour avoir des idées de projets à réaliser dans votre voisinage ou à l'autre bout du monde, consultez le site Web www.notremillenaire.ca ou appelez sans frais la Fédération des centres d'action bénévole du Québec au 1 800 715-7515. Vous aussi pouvez marquer l'histoire...

Et vous, comment marquez-vous le millénaire?



Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

C'est avec fierté que l'Agence canadienne de développement international et ses partenaires parrainent la campagne Notre millénaire, une initiative des Fondations communautaires au Canada.



Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Canada
Association des collèges communautaires du Canada
Association des universités et collèges du Canada
Banque canadienne de grains
Canadian Co-operative Association
CARE Canada
Carrefour canadien international
Club 2/3

Coady International Institute
Conseil canadien pour la coopération internationale
CUSO
Développement et Paix
Développement international Desjardins
Entraide universitaire mondiale du Canada
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
Fédération canadienne des municipalités

Fondation Aga Khan Canada
Fonds chrétien de l'enfance Canada
Lester Pearson International
Manitoba Council for International Cooperation
Organisation canadienne sur l'éducation au développement
Oxfam Canada
Réseau canadien de l'environnement
Saskatchewan Council for International Cooperation

Société canadienne de santé internationale
SOCODEVI
UNICEF Canada
USC Canada
Villages d'Enfants SOS Canada
Volontaires en service outre-mer Canada
YMCA of/du Canada
YWCA of/du Canada

Développement international Desjardins :

une force de chez nous, partenaire du monde en développement !

MICROFINANCE AU VIËT-NAM : POUR RENDRE L'OUTIL FINANCIER ACCESSIBLE AUX PLUS PAUVRES

Mme Luu Thi Xwan est membre de la coopérative de Lienson, à Hanoi. Elle a obtenu un prêt de 1 883 006 dôngs (200 \$ CAN) grâce auquel elle a pu acheter des porcs, qu'elle a revendus à profit au marché. Avec une famille de huit personnes, ce prêt lui permet d'améliorer sensiblement sa qualité de vie.

Au Viêt-nam, DID appuie la mise en place du réseau *People Credit Fund* depuis 1995. À la fin de septembre 1999, ce réseau avait accordé au-delà de 2,8 millions de prêts, totalisant plus de 1,1 milliard \$. Les systèmes d'information, de surveillance et de contrôle, ainsi que le montage juridique et organisationnel du réseau sont autant de secteurs prioritaires de collaboration de ce réseau avec DID.

Le réseau Viêtnamien

Actif : 231 M \$ CAN • Nombre de coopératives : 971 • Nombre de membres : 713 571

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS: UN LEVIER POUR L'ACTION

COOPÉRATIVES FINANCIÈRES EN URUGUAY : RELEVER LE DÉFI DE LA CROISSANCE.

Depuis quatre ans, DID est associé à la *Cooperativa Financiera de Ahorro y Crédito (COFAC)*, un réseau coopératif financier engagé dans l'offre de services bancaires, d'assurances et de régimes de retraite.

Au cours de l'année 1998, ce leader du mouvement coopératif d'Amérique latine s'est engagé, en partenariat avec DID, dans un processus de réingénierie de l'ensemble de son organisation : produits et services, management, technologie, système de contrôle, etc.

Le réseau COFAC

Actif : 418 M \$ CAN
Nombre de coopératives : 35
Nombre de membres : 193 000

LES CAISSES VILLAGEOISES DU MALI : UN EXEMPLE DE RÉUSSITE

Au Mali, en moins de trois ans, près de 20 000 femmes ont pu être rejointes par les caisses villageoises du réseau *Nyèsigiso*, appuyé par DID.

Flatine Traoré, mère de trois enfants, a contracté son premier emprunt de 25 000 FCFA (60 \$ CAN) à la Caisse villageoise de Benkady en 1996 afin de faire le commerce de la pâte d'arachide au marché. Récemment, elle a emprunté l'équivalent de 415 \$, ce qui lui a permis d'élargir sa clientèle parmi laquelle elle compte maintenant des restaurateurs et des commerçants. « J'ai pu améliorer la qualité de vie de ma famille mais ce qui est encore plus important, c'est que je suis devenue une vraie commerçante et j'ai ainsi gagné le respect de tous. J'ai gagné la dignité. »

Le réseau Nyèsigiso

Actif : 13,1 M \$ CAN
Nombre de coopératives : 46
Nombre de membres : 68 233



DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS (DID) EST UN LEADER MONDIAL DANS LA MISE EN PLACE ET LE DÉVELOPPEMENT DE RÉSEAUX COOPÉRATIFS FINANCIERS À L'ÉTRANGER.

Actifs dans plus de 25 pays, les experts de DID, sélectionnés tant au Canada qu'à l'étranger, proposent des démarches et des solutions appuyées à la fois par l'expérience de Desjardins au Québec et par celle d'institutions partenaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est.

SON RÔLE? UN LEVIER. SA FORCE? LES RÉSULTATS.



Développement
international Desjardins

150, avenue des Commandeurs, Lévis (Québec) Canada G6V 6P8 Téléphone : (418) 835-2400 Télécopieur : (418) 833-0742 Courriel : info@did.qc.ca Internet : www.did.qc.ca

Argentine - Burkina Faso - Chine - Mali - Costa Rica - Viêt-nam - Lituanie - Madagascar - Haïti - Sénégal - Pérou - Côte d'Ivoire - Uruguay - Guinée - Niger - Argentine - Burkina Faso - Chine - Mali - Costa Rica - Viêt-nam - Lituanie - Madagascar

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Terre comprise

Portrait d'une planète

Réflexions de fin de millénaire pour un monde meilleur

L'équation est toute simple: lorsque six milliards d'êtres humains habitent une seule et même planète, ils doivent apprendre à vivre ensemble. Même rompus au coude à coude, les humains ont du mal à partager et il n'est pas inutile de s'interroger encore une fois sur le genre de planète qu'on souhaite léguer à nos enfants. Durant les treize heures que dure la série de télévision *Terre comprise*, on s'arrête pour faire le point, pour poser un nouveau regard sur les grandes questions économiques, écologiques et sociales. Les enjeux sont de taille et le message est clair: cessons d'y réfléchir et passons aux actes maintenant, parce que demain il sera trop tard.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE
LE DEVOIR

C'est en septembre 2000 que sera diffusée sur les ondes de Radio-Canada la nouvelle série *Terre comprise*. En 1983, Daniel Bertolino et Catherine Viau des Productions Via le Monde nous avaient offert la série *Le Défi mondial*. Cette série faisait le point sur les relations Nord-Sud. Aujourd'hui, quelque quinze ans plus tard, les deux associés poursuivent la réflexion sur le développement et la série *Terre comprise* se veut un peu le prolongement du *Défi mondial*.

Aux Productions Via le Monde, on nourrit depuis longtemps le projet de faire une suite au *Défi mondial* en poursuivant la réflexion sur l'état de la planète. C'est en 1998 que l'aventure débute vraiment. *Terre comprise*, c'est d'abord une trousse pédagogique élaborée par deux professeurs, Jean Robitaille et Marcel Lafleur. Ces universitaires travaillent en éducation environnementale à l'Université Laval et développent des outils pédagogiques utilisés par les enseignants du primaire et du secondaire. Comme l'explique Catherine Viau: «La trousse *Terre comprise* est conçue comme un résumé de la bibliothèque idéale en environnement».

La réflexion s'entame donc avec la trousse *Terre comprise*. Celle-ci pose de grandes questions face aux problèmes du rapport de l'homme à l'environnement, à la relation des individus entre eux, mais propose aussi des solutions avec des principes pour un avenir viable.

État de situation

Catherine Viau rappelle les motiva-

tions de l'équipe: «On voulait comprendre les grands mouvements, connaître quelles étaient les idées à la mode et les préoccupations en cette fin de millénaire.» C'est alors que commence une grande tournée d'entrevues. Les tournages ont été effectués en Haïti, au Guatemala, en Inde, au Népal, à Hong-Kong, en Malaisie, au Japon, en Corée, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, en France, en Belgique et ici, au Canada.

D'entrée de jeu, lors de la première émission, on met la table pour le reste de la série. Tous les Ricardo Petrella, Albert Jacquard, Ignacio Ramonet viendront tour à tour nous livrer leur vision du monde. De cette espèce de bilan, pas toujours reluisant, des constats s'imposent et demandent un changement d'attitude de la part de tous.

Par la suite, de la deuxième à la sixième émission, on verra comment on peut apprendre à mieux vivre ensemble. Ces émissions donnent la parole aux gens qui sont passés à l'action. Des reportages en provenance d'Haïti nous montrent qu'il est possible de refuser la fatalité de la misère et de contrer l'exclusion. De l'Inde, du Mali, du Guatemala et du Canada, on apprendra à croire en ses propres capacités et à agir localement pour changer le monde, à devenir solidaire au-delà des frontières, à développer une culture de la paix ou encore, tout simplement, à apprendre à dire bonjour à l'autre et à devenir de jeunes citoyens du monde pour mieux vivre ensemble. Ce dernier reportage nous propose des entrevues menées avec des jeunes de partout au Canada.

Environnement

S'il est important d'apprendre à vivre ensemble, il ne l'est pas moins d'apprendre à vivre en harmonie avec l'environnement. Les émissions 7 à 12 présentent des populations qui tentent d'établir des rapports plus harmonieux avec leur environnement. D'Haïti et du Guatemala, on verra comment vivre dans la forêt, de la forêt et avec la forêt. Pendant ce temps, au Mali et au Canada, on tente d'adopter une vision globale pour que les fleuves suivent leur cours. On se déplace ensuite au Costa Rica pour voir comment on peut y apprécier et protéger la fascinante diversité de la vie. En Inde et au Sénégal, on tente de respecter les limites de la terre et de sauvegarder les ressources de la mer, alors qu'au Guatemala on jette un coup d'œil sur les façons de développer des collectivités viables, tant sur le plan social qu'économique.

Finalement, la treizième et dernière heure de la série *Terre comprise* est consacrée à l'agriculture et à la façon de trouver les moyens de nourrir le monde. Cette émission nous transporte en France et au Québec et met en lumière quelques expériences qui constituent des solutions de remplacement aux modes de production actuels.

Dans cette série, particulièrement, la neuvième émission lance un cri d'alarme en posant un regard sur le problème de la surconsommation, du gaspillage et de l'exploitation abusive. On y apprend que 20% de la population mondiale consommerait 80% de l'ensemble des ressources de la planète. Il n'est pas mauvais de se faire répéter nos vérités et réalités occidentales. À eux seuls, ces chiffres nous font prendre conscience de l'urgence d'agir.

Terre comprise, c'est «l'embryon de la réflexion, une méthode pour lire et comprendre le monde, une manière de dire qu'il existe une autre narration du monde; *Terre comprise*, c'est raconter différemment», rappelle Catherine Viau, mais c'est surtout «démontrer qu'un autre monde est possible et qu'il existe des gens sur la planète qui font en sorte de renverser la vapeur».

Les séries *Terre comprise* et *Si j'avais les ailes d'un ange* seront présentées à Montréal au Complexe Ex-Centris à compter du 4 février.

ÉCONOMIE

Le DID, vous connaissez?

Un des réseaux les plus analysés et visités du monde

Il est présent dans 33 pays. Son origine est québécoise. Développement International Desjardins (DID) est la filiale du Mouvement Desjardins qui est la moins connue au Québec mais la plus connue à travers le monde. Avec le temps, c'est-à-dire depuis une trentaine d'années, sa présence et l'ampleur de ses activités n'ont fait qu'augmenter.

CLAUDE TURCOTTE
LE DEVOIR

Créé à l'origine pour offrir par la voie d'un guichet unique les services techniques disponibles dans les diverses filiales et fédérations du Mouvement Desjardins, Développement International Desjardins (DID) a contribué à donner une notoriété considérable, partout dans le monde, au réseau des caisses populaires fondé par Alphonse Desjardins. «C'est l'un des réseaux les plus analysés et visités au monde», constate Ghislain Paradis, président-directeur général de DID.

Aujourd'hui, DID est présent dans au moins 33 pays. Il a près de 300 employés, dont une centaine au Québec et 35 Québécois en poste à l'étranger qui travaillent avec plus de 175 employés locaux, qui sont les uns comptables, les autres informaticiens, agronomes, sociologues ou financiers.

DID aura cette année un chiffre d'affaires d'environ 25 millions et présente un carnet de commandes pour les années à venir dépassant 55 millions. La plupart du temps, ses activités à l'étranger se font en partenariat avec des institutions reconnues, comme l'ACDI, la Banque mondiale, le Fonds international de l'agriculture, le Programme des Nations unies pour le développement et la FAO, mais il arrive aussi que des gouvernements étrangers fassent directement appel à DID, qui est alors rémunéré pour ses services sans aucune subvention.

À cet égard, M. Paradis constate que plus on s'éloigne de la collecte des subventions, plus on a de chances de réussir dans un projet. Mais il prévient aussi qu'il ne faut pas être naïf. Chrysler, rappelle-t-il, a été relancé grâce à des subventions, et des entreprises comme SNC-Lavalin, Bombardier et Tecsub ne sacrifient pas leur efficacité en participant à des programmes gouvernementaux qui offrent des subventions.

Vivre avec les lois du marché

Par ailleurs, un investissement dans un pays en développement, même avec la participation d'organismes financiers d'appui, doit se faire en appliquant la même logique qu'ici. «Ce n'est pas aider que de faire fi complètement des lois du marché. Il faut savoir composer avec ces lois, par exemple en acceptant les taux d'intérêt du marché», explique le p.-d.g.

En d'autres mots, bien qu'étant une institution dont la mission s'inspire des valeurs de solidarité et d'humanisme, DID n'est pas une organisation charitable. Il vise en

fait un rendement net qui se situe entre 10 et 15%. Il s'agit d'un objectif tout à fait acceptable, puisque le Mouvement Desjardins, sur ses marchés traditionnels au Québec, ne fait pas mieux que cela. D'ailleurs, certaines de ses filiales présentent un rendement inférieur à ce niveau.

De plus en plus, les pays qui sollicitent l'apport d'organismes semblables à DID demandent aussi à ces partenaires d'investir dans les projets et de partager les risques avec eux. Cette tendance nouvelle dans le développement international a incité le reste DID, qui avait déjà un fonds de 3,5 millions, à frapper de nouveau à la porte des diverses instances et filiales de Desjardins pour demander de l'argent additionnel; il a pu ainsi obtenir 10 millions de plus, ce qui totalise près de 14 millions. C'est peu compte tenu des besoins, mais cela donne tout de même un levier financier de 50 millions pour le développement dans des régions qui souvent doivent recourir à la microfinance pour faire démarrer leur économie.

Une approche universelle

Si l'on fait exception de l'ampleur des activités économiques, il y a de moins en moins de différence entre les approches appliquées dans les pays dits développés et les autres. M. Paradis présente la situation dans les termes suivants: «Dans les années 80, nous avons insisté sur l'épargne et le contrôle. Depuis une dizaine d'années, nous avons graduellement acquis une expertise qui permet de s'attaquer aux systèmes fondamentaux d'une institution bancaire; le cadre légal et réglementaire, la structure des réseaux, la surveillance et le contrôle, la technologie, les nouveaux produits (telle la microfinance) sont autant de domaines où DID est reconnu pour son expertise. Notre plan de match insistera également sur une intensification de la recherche et du développement, de la mise en marché et de nos efforts de vente».

DID génère 50% de son chiffre dans les pays africains; les pays d'Asie arrivent au second rang avec une part de 30% et l'Amérique latine suit avec 5%. Il offre essentiellement deux types d'outils. Il y a d'abord les appuis techniques, en sa qualité d'expert-conseil, puis il y a la coopération financière sous forme de prêts, de participation au capital-actions ou de garantie auprès d'autres institutions.

En Afrique francophone, DID est présent selon «une approche maîtrisée», qui se fait avec la collaboration d'employés nationaux et avec «une dynamique contrôlée», ce qui contribue à diminuer le niveau d'investissement, tout comme les risques d'ailleurs.

Au Vietnam aussi, les gens du milieu sont très impliqués dans le développement d'un réseau qui, en 1998, comptait 1288 caisses et plus de 890 000 membres.

DID demeure présent en Europe orientale, mais c'est difficile, avoue M. Paradis. En Russie, le taux élevé d'inflation n'incite pas à la mise en place d'institutions d'épargne et le cadre légal et réglementaire n'est pas adéquat. En revanche, en Lituanie et en Lettonie, les choses vont plutôt bien, puisqu'il y a un appui politique et des ressources. DID va chercher à jouer un rôle plus important en Asie centrale dans les prochaines années.

TERRE COMPRISE

Terre comprise, c'est d'abord une invitation au voyage. Un voyage qui nous convie à mieux comprendre d'où nous venons, où nous sommes et surtout ce que nous devons faire pour contrôler notre destinée.

Terre comprise, c'est aussi une trousse de sensibilisation et de vulgarisation scientifique et sociale.

Terre comprise, c'est enfin un puissant véhicule d'éducation relative à l'environnement.

Terre comprise est signée par Marcel Lafleur et Jean Robitaille, coéditée par RECYC QUÉBEC/CEQ.

Terre comprise compte cinq principales sections étroitement interreliées :

- Présentation et mode d'utilisation
- L'Odyssée planétaire
Du big bang à l'Homo sapiens.
- Dix défis prioritaires sous forme de fiches thématiques
- Vers un avenir viable
Un plaidoyer en faveur de la survie de la planète et de l'humanité.
- À l'aube de l'an 2000
Une synthèse de *Terre comprise* présentée avec un jeu de fiches à reproduire sous forme de transparents en acétate.

Disponible au coût de 39,95 \$ (plus frais de livraison)
au Centre de documentation de la CEQ-Québec,
320, rue Saint-Joseph Est, bureau 100, Québec (Québec) G1K 9E7
Téléphone : (418) 649-8888; télécopieur : (418) 649-8800.

RECYC-QUÉBEC

CEQ



Centre canadien d'études et de coopération internationale
CECI

IDRC
CRDI
CANADA

Agence canadienne de développement international

Une production VIA LE MONDE (D.B.) Inc. en collaboration avec : Le Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), L'Agence canadienne de développement international (ACDI), Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Si j'avais les ailes d'un ange...

Bientôt diffusée à la télévision de Radio-Canada et de TV5

Une série de 26 émissions de télévision en hommage aux coopérants et volontaires de la coopération internationale.

Les coopérants et volontaires du CECI sont des gens de chez nous qui investissent leur compétence et leur savoir-faire dans la réalisation de projets de développement dans plus de 20 pays, en Afrique, en Asie et dans les Amériques.

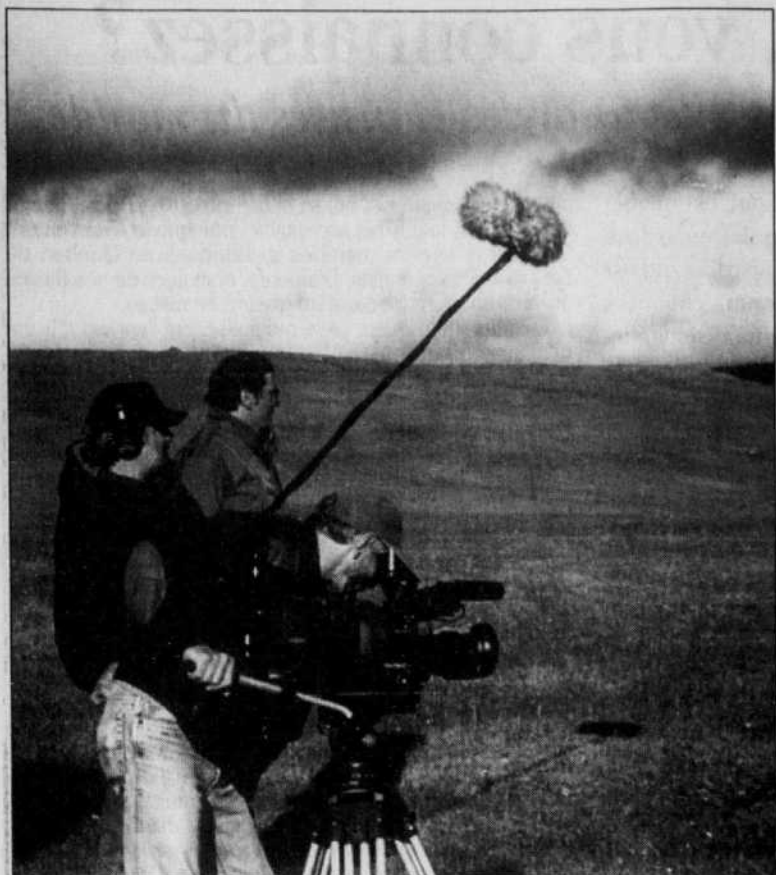
Merci de donner un coup de pouce à leur coup de cœur !

Le CECI, 40 ans d'actions pour un développement humain

www.ceci.ca
Tél. : 1-877-875-2324

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Si j'avais les ailes d'un ange



GRÉGOIRE VIAU

L'équipe de tournage de *Si j'avais les ailes d'un ange* à Pachamana Grande, en Équateur.

Actions directes

Raymond, Josée, Diana
et les autres...

On entend rarement parler d'eux, pourtant ils accomplissent chaque jour de petits miracles. Dans leurs bagages, ils n'ont apporté que leurs compétences et leur expertise. Ils veulent comprendre et aider. Ce sont des héros ordinaires, ils sont coopérateurs. La série de télévision *Si j'avais les ailes d'un ange* nous présente le portrait de 26 coopérateurs canadiens dont le seul but est d'offrir une vie meilleure aux citoyens souvent les plus pauvres de la Terre.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE
LE DEVOIR

le meilleur service possible aux populations qu'elles desservent.

Chercheurs d'eau

Katmandou, Dakar, Hanoï... pendant plus de deux ans, Grégoire Viau, le réalisateur de la série *Si j'avais les ailes d'un ange*, pour les Productions Via le Monde, aura sillonné plus de quinze pays à la recherche de coopérateurs. Ils travaillent tous au sein de l'équipe du CECI (Centre canadien d'étude et de coopération internationale), un organisme à but non lucratif d'appui au développement.

L'idée de la série a germé dans l'esprit de Daniel Bertolino et s'inscrit dans la tradition documentaire des Productions Via le Monde. Si ce n'est pas la première fois que cette boîte de production réalise des portraits de coopérateurs, cette fois on aborde le sujet avec cette nouvelle école de pensée de la coopération, celle du développement durable, celle du fait sur mesure.

Au départ, l'aventure est rendue possible grâce à la participation du CECI, qui met en contact l'équipe de production et les coopérateurs. Ceux-ci, heureux d'utiliser la tribune qui leur est offerte pour parler de développement, s'engagent à guider et à héberger l'équipe de tournage.

Pour le pilote de la série, on s'envole vers l'Équateur. Là-bas, on fait la connaissance de Raymond Boutin et Josée Lagarde, tous deux agronomes, qui travaillent avec des descendants des Incas qui ont pu racheter leurs terres ancestrales aux propriétaires d'haciendas. Ils aident à la mise sur pied de coopératives agroalimentaires. Ce n'est qu'à ce moment que la série prend forme définitivement et que Grégoire Viau est choisi comme animateur. Un an plus tard, on engage la série et c'est au Népal qu'on le retrouve en compagnie de Diana Merlini, cette spécialiste du marketing qui aide aujourd'hui les paysans de Dailekh et de Jumla à ouvrir de nouveaux marchés pour leurs récoltes. Sur le toit du monde, on visite ces villages qui n'ont jamais connu la roue...

En Bolivie, on fera la connaissance de Marcel Calfat, ancien journaliste à la radio de Radio-Canada, qui aujourd'hui parcourt le pays afin d'aider les radios communautaires locales à offrir

Michel Paradis et Normand Bouthot sont de véritables chercheurs d'eau. Au Burkina Faso, ils aident les paysans de la brousse à retenir ou à recueillir l'eau qui tombe à la saison des pluies afin de la conserver pendant les neuf mois de la saison sèche. Pendant ce temps, Brad Henderson et Debbie Falk font eux aussi dans l'aménagement hydro-agricole, mais cette fois sur les hauts plateaux de l'Équateur où, avec de grands filets, ils piègent les nuages pour que les populations de Pachamana Grande puissent jouir en tout temps d'une eau impeccable.

Il faut voir aussi Pierre Boutin appuyer l'Association des habitants du quartier de Hersent, à Thies, la deuxième ville du Sénégal, dans leur projet de revalorisation du quartier où les habitants ont décidé de s'attaquer eux-mêmes aux nombreux problèmes de chômage chronique et au contrôle des crues.

Au Vietnam, on retrouvera Diana Merlini, rencontrée plus tôt au Népal, mais cette fois accompagnée de Lucien Bernier et de Chantal Grisé, où on tente d'améliorer les cultures traditionnelles et d'appuyer les PME afin de faire fructifier des ressources considérables.

Intrigant, aussi, le travail de Dominique Pinsonneault au Mali. Cette linguiste de formation travaille maintenant à Bamako, où elle enseigne le langage des signes.

On sait que le café et le cacao ont fait la fortune de la Côte d'Ivoire, c'est vrai pour le sud du pays. Plus au nord, dans une région pauvre malgré une grosse production de coton, Chantal-Sylvie Imbeault et Isabelle Rivard participent à l'intégration des villageoises dans les structures coopératives déjà en place.

Comme on le constate rapidement en visionnant la série, le rôle des coopérateurs n'est plus seulement celui d'éducateur. Au contraire, ils sont présents, à l'écoute et disponibles afin de donner un coup de pouce aux entreprises locales et de faire un bout de chemin avec les populations vers l'autonomie et la dignité.

Sur le terrain

MARIE-HÉLÈNE ALARIE
LE DEVOIR

Partir à l'aventure, tourner pendant plus de douze mois, le tout étalé sur deux ans avec des séjours d'un à trois mois, voilà à quoi ressemble la vie d'une équipe de réalisation de la boîte Les Productions Via le Monde.

Pour réaliser les séries *Terre comprise* et *Si j'avais les ailes d'un ange*, on a jumelé les tournages utilisant les images recueillies dans une quinzaine de pays.

Après avoir écrit plus d'une centaine d'heures d'émissions documentaires pour la télévision, Grégoire Viau signe, avec la série *Si j'avais les ailes d'un ange*, sa première réalisation. S'il avoue tout de go qu'il n'a pas de formation journalistique, ça ne l'empêche pas d'avoir l'œil et l'esprit critiques. En digne fils spirituel de

Daniel Bertolino, M. Viau est allé à la bonne école: «*Via le Monde, c'est petit et, dans un sens, c'est presque une boîte d'artisans, chacun touche à tout.*»

C'est son enthousiasme et sa candeur qui donnent le ton à la série: «*On a commencé le tournage sans a priori, avec comme seul bagage la description du projet du coopérateur et la lecture de ses comptes rendus. C'est à partir de rencontres spontanées que la série s'est lentement bâtie. Ce n'est qu'au montage qu'on a élaboré les scénarios*», raconte Grégoire Viau.

Après avoir visionné l'émission sur Haïti, même sans grandes connaissances historiques sur le pays, le simple téléspectateur est en mesure de bien comprendre les enjeux du peuple haïtien. Grégoire Viau est particulièrement fier de cette émission: «*En visitant Haïti, j'ai mieux compris les rouages de la pauvreté, j'ai rencontré des gens qui ont trouvé des solu-*

tions. J'en suis revenu avec une bonne idée de l'état du pays et je crois avoir été capable de bien le traduire dans l'émission.»

Incident à Haïti

Quand l'équipe de Via le Monde se retrouve sur le terrain, elle possède l'avantage d'être accompagnée par un coopérateur du CECI. Celui-ci est quelqu'un d'influent au sein de sa petite communauté et permet des contacts privilégiés avec la population. Et comme les amis de ses amis sont ses amis, c'est souvent à bras ouverts et avec beaucoup de générosité que l'équipe est reçue. La plupart du temps, l'équipe est logée chez le coopérateur, mais si on doit prendre la route, alors on dort chez l'habitant.

Si le plus souvent les tournages se passent bien, Grégoire Viau se souvient pourtant d'un incident qui a failli mal tourner. A Port-au-Prince,

l'équipe décide de partir seule, sans être accompagnée du coopérateur. Rapidement, les trois hommes blancs se retrouvent encerclés. Des pourparlers s'enclenchent et l'équipe réussit à tout emballer et à déguerpir assez rapidement. Des situations comme celle-là ne sont pas exceptionnelles, comme l'explique M. Viau: «*Les gens ont honte. Haïti est un égout à ciel ouvert et, quand la population aperçoit une équipe de tournage, elle est automatiquement sur ses gardes, persuadée qu'on vient encore s'enrichir sur son dos.*»

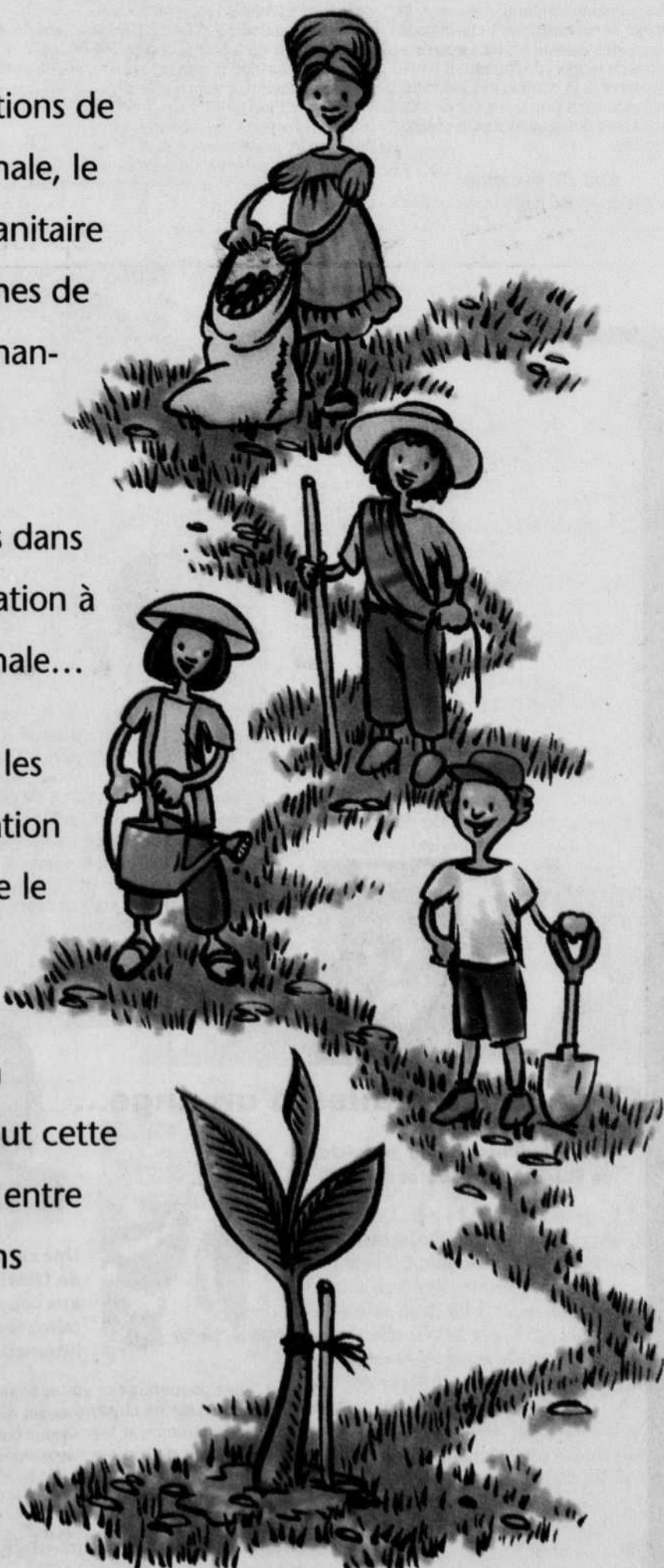
Grégoire Viau n'a pas fini de faire le tour du monde. Il rêve déjà de repartir: «*Ce que j'aimerais, c'est retourner dans ces pays pauvres mais sans nécessairement parler de pauvreté. J'ai envie de raconter des histoires et de me pencher sur la richesse culturelle. Peut-être même tourner de la fiction, sait-on jamais...*»

Coopérer pour faire éclore... la solidarité!

Sensible aux questions de coopération internationale, le Québec agit: aide humanitaire d'urgence pour les victimes de désastres naturels, aide financière aux projets locaux, stages offerts aux jeunes Québécoises et Québécois dans les pays du Sud, sensibilisation à la coopération internationale...

Et c'est de concert avec les organismes de coopération internationale d'ici que le Secrétariat à l'aide internationale du Québec travaille afin de faire éclore partout cette essentielle solidarité entre les riches et les moins bien nantis.

Québec
Ministère des
Relations
internationales



Centre canadien d'étude et de coopération internationale
CECI

des GENS qui ont la PASSION du MONDE

www.ceci.ca
Tél. : 1-877-875-2324